



Conseil d'administration

331^e session, Genève, 26 octobre-9 novembre 2017

GB.331/PFA/INF/1

Section du programme, du budget et de l'administration

PFA

POUR INFORMATION

Contributions volontaires et dons

Résumé: On trouvera dans le présent document une liste détaillée des dons en faveur de programmes d'activités qui ont été acceptés depuis septembre 2015, à l'exclusion des fonds reçus pour des activités de coopération technique.

Unité auteur: Département de la gestion financière (FINANCE).

Documents connexes: GB.325/PFA/INF/2.

1. A sa 251^e session (novembre 1991), le Conseil d'administration a autorisé le Directeur général à accepter, lorsqu'il le jugerait approprié, les dons en espèces ou en nature offerts par des gouvernements, des organisations gouvernementales et non gouvernementales ou des particuliers, étant entendu que ces dons n'entraîneraient pas d'obligations financières pour les Membres de l'Organisation et que le détail des dons acceptés par le Directeur général serait périodiquement porté à la connaissance du Conseil d'administration. Cette autorisation est venue confirmer la décision prise à la 151^e session (mars 1962), par laquelle le Conseil d'administration avait étendu l'autorisation qu'il avait lui-même donnée à sa 130^e session (novembre 1955) et confirmée à sa 138^e session (février-mars 1958).
2. Le détail des dons acceptés par le Directeur général a été communiqué pour la dernière fois au Conseil d'administration en novembre 2015 ¹. Les dons en faveur des programmes d'activités qui ont été acceptés depuis lors sont énumérés en annexe. Ils n'incluent pas les dons reçus pour les activités de coopération technique.

Genève, le 27 septembre 2017

¹ Document [GB.325/PFA/INF/2](#).

Annexe

Dons en faveur des programmes d'activités

Donateur	Montant	Date	Objet
Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO)	Deux contributions de 5 000 000 yens (84 505 dollars E.-U.)	Octobre 2015 et janvier 2017	Financement de l'Atelier régional OIT/RENGO/JILAF sur le renforcement des capacités concernant les droits syndicaux, les normes du travail et l'amélioration de la productivité en Afrique, qui s'est tenu à Gaborone (Botswana) du 16 au 20 novembre 2015 et à Ouagadougou (Burkina Faso) du 21 au 25 février 2017.
Messe Düsseldorf GmbH	Deux contributions de 20 000 euros (43 303 dollars E.-U.)	Décembre 2015 et mars 2017	Financement de la Conférence internationale bisannuelle «Appliquer des normes mondiales de sécurité et de santé au travail», organisée conjointement par l'OIT, Messe Düsseldorf et l'Association fédérale allemande pour la sécurité et la santé au travail (BASl), Düsseldorf (Allemagne), 2017.
Gouvernement de la Trinité-et-Tobago	1 080 875 de dollars de la Trinité-et-Tobago (163 327 dollars E.-U.)	Entre septembre 2015 et août 2017	Contribution aux frais de location du bureau de l'OIT à Port of Spain.
Gouvernement de l'Allemagne	Deux contributions de 62 000 euros (133 949 dollars E.-U.)	Janvier 2016 et janvier 2017	Financement des coûts de fonctionnement du bureau de l'OIT à Berlin.
Gouvernement de la France	Deux contributions de 145 000 et 150 000 euros (322 708 dollars E.-U.)	Mars 2016 et avril 2017	Financement des coûts de fonctionnement du bureau de l'OIT à Paris.
Fondation Novia Salcedo	2 761 euros (3 113 dollars E.-U.)	Juin 2016	Contribution à la campagne menée par l'OIT contre le travail des enfants.
Gouvernement du Portugal	19 019 euros (21 250 dollars E.-U.)	Août 2016	Financement des coûts associés à la formation sur les plans d'action nationaux et les listes des travaux dangereux interdits aux enfants, destinée à des représentants tripartites de la Communauté des pays lusophones (CPLP), qui a été dispensée à Lisbonne (Portugal) du 30 août au 1 ^{er} septembre 2016.
Gouvernement de la Suède, Cabinet du Premier ministre	24 970 dollars E.-U.	Janvier 2017	Préparation d'un rapport sur les atouts du dialogue social au plan économique.

Les bureaux de l'OIT énumérés ci-après sont installés dans des locaux mis à disposition gratuitement par les pays hôtes: Abuja (Nigéria), Ankara (Turquie), Beyrouth (Liban), Budapest (Hongrie), Colombo (Sri Lanka), Koweït (Koweït), Lisbonne (Portugal), Madrid (Espagne), Montevideo (Uruguay) pour le CINTERFOR, Rome (Italie) et Yaoundé (Cameroun). Ont également été mis à disposition gratuitement par les pays hôtes les locaux des coordonnateurs nationaux suivants: Belgrade (Serbie), Chisinau (République de Moldova), Kiev (Ukraine) et Skopje (ex-République yougoslave de Macédoine). Le gouvernement du Nigéria accueille le directeur du bureau de l'OIT à Abuja dans un logement privé. En outre, des plaques et des objets décoratifs ont été offerts au Bureau.